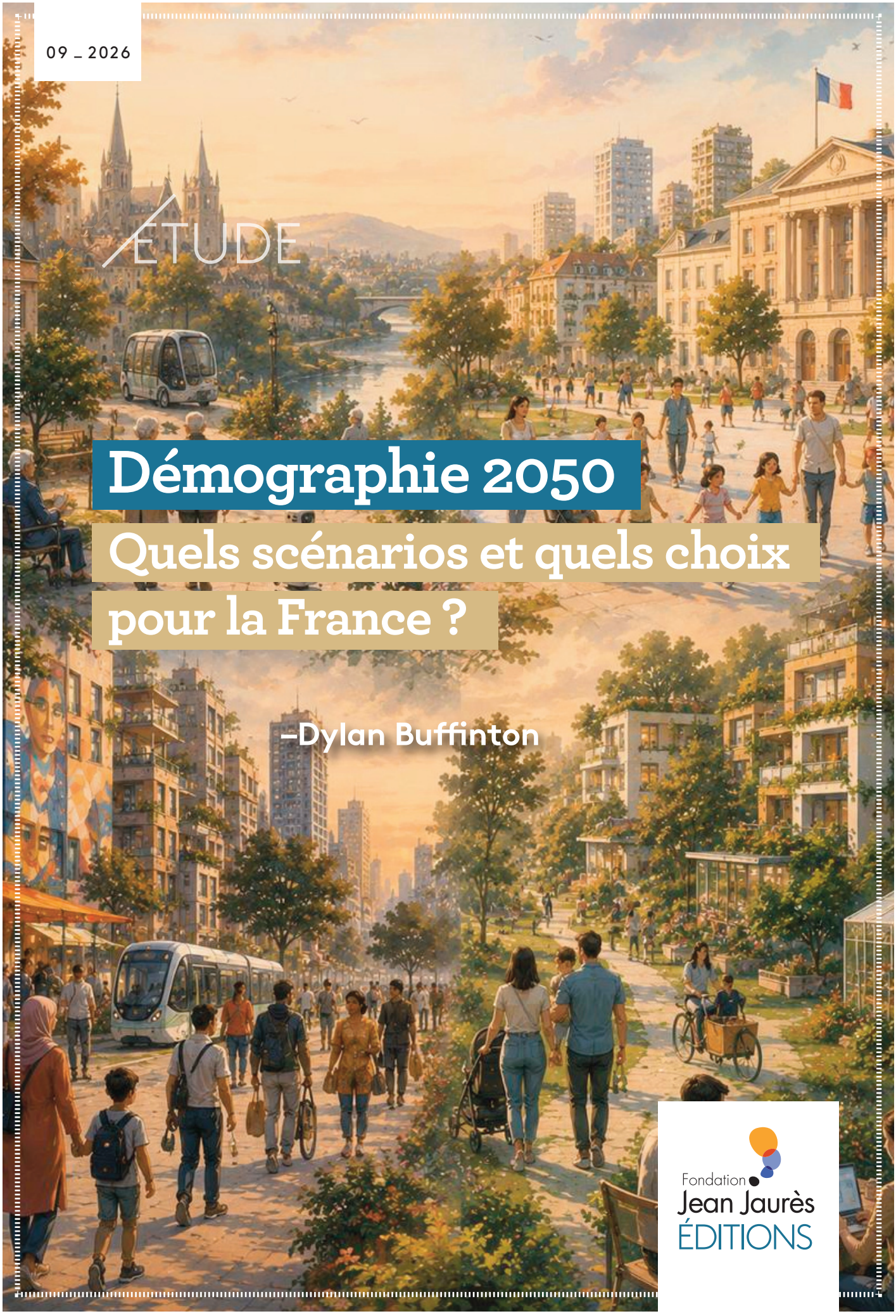
09 _ 2026

ÉTUDE

Démographie 2050

Quels scénarios et quels choix pour la France ?

–Dylan Buffinton



Fondation Jean Jaurès
ÉDITIONS

Dylan Buffinton est expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, où il dirige l'Observatoire du futur. Prospectiviste et conseiller de dirigeants, il accompagne depuis plus de dix ans les organisations (entreprises, politiques, institutions…) dans leurs problématiques d'anticipation et de décision. Il a fondé et dirige Jiminy Advisory, un cabinet de conseil en prospective, stratégie et innovation.

Avant-propos

La natalité revient régulièrement dans le débat public, souvent au moment où certains seuils sont franchis. Baisse du nombre de naissances, passage à un solde naturel négatif, accélération récente des tendances : autant de signaux qui alimentent des inquiétudes récurrentes.

Pourtant, malgré cette présence cyclique, le sujet reste souvent abordé de manière partielle : il est généralement traité sous l'angle des courbes. Le débat se concentre sur leur pente, sur la vitesse à laquelle elles évoluent, sur les paliers qu'elles franchissent ou s'apprêtent à franchir. On observe, on projette, on compare. Mais cette approche laisse de côté une question plus structurante : à quoi ressemblera concrètement la France si ces trajectoires se poursuivent ?

La démographie est, par nature, un objet de prospective. Les tendances sont connues, les dynamiques, largement documentées et les marges de variation à court terme restent limitées. Cette visibilité peut paradoxalement produire un effet d'inertie. À force de raisonner en courbes, le futur apparaît comme déjà écrit, difficile à infléchir, presque hors de portée de l'action.

L'objectif de cette étude est précisément de sortir de cette lecture. Il ne s'agit pas de contester les tendances, mais de les incarner, de passer à des futurs concrets. De donner à voir ce que ces évolutions pourraient produire dans la vie quotidienne, dans l'économie, dans les territoires, dans les rapports sociaux. Dans la continuité de mes travaux précédents[1], l'enjeu est de dépasser les projections chiffrées pour construire des scénarios lisibles et cohérents. Non pas pour prédire, mais pour rendre tangibles des trajectoires possibles.

La méthode retenue repose sur la construction de scénarios contrastés. Chacun pousse une logique à son terme afin d'en révéler les implications. Il ne s'agit pas de prédictions, mais de futurs possibles. La réalité sera sans doute hybride, mais ces scénarios permettent de clarifier les options, d'en mesurer les effets et de rendre les choix plus explicites.

L'horizon 2050 choisi ici peut sembler lointain ; il ne l'est pas à l'échelle démographique. Les évolutions à venir sont déjà en grande partie engagées. C'est précisément ce qui rend le sujet difficile : la démographie est un temps long, peu sensible aux décisions ponctuelles et dont les effets se diffusent sur plusieurs décennies. Pour autant, inertie ne signifie pas absence de levier. Elle impose simplement de changer de perspective. L'enjeu n'est pas de transformer brutalement une trajectoire, mais de l'infléchir progressivement. Les décisions prises aujourd'hui n'auront pas d'effet immédiat, mais elles conditionnent la forme que prendra la société demain.

L'ambition de cette étude est donc double. D'une part, éclairer les trajectoires possibles en rendant visibles leurs implications concrètes. D'autre part, redonner une capacité d'action en montrant que, si les tendances sont puissantes, les futurs restent ouverts. Une fois ces futurs pris en compte, reste à choisir celui vers lequel nous voulons tendre, puis à engager dès aujourd'hui les décisions capables d'orienter la trajectoire du pays.

1. Dylan Buffinton, *France 2040. Explorer les scénarios possibles*, Fondation Jean-Jaurès, 2024 ; *id., Métropoles et grandes villes en 2045*, Fondation Jean-Jaurès, 2025.

Natalité, cet enjeu du siècle que l'on refuse de voir

Un mal mondial

La crise de la natalité est l'un des phénomènes les plus structurants du XXIe siècle, mais elle reste largement sous-estimée. Elle ne se manifeste pas par des ruptures visibles, mais par une érosion lente et continue, qui transforme en profondeur les équilibres démographiques, économiques et sociaux. Il ne s'agit pas d'un ajustement conjoncturel, mais d'un basculement durable dans la manière dont les sociétés se reproduisent.

La situation de la Corée du Sud en est l'illustration la plus avancée. En vingt ans, le nombre de naissances y a été réduit de moitié. Le taux de fécondité tombe à 0,7 en 2023, et à 0,6 à Séoul, soit l'équivalent de six adultes pour un enfant. Cette dynamique entraîne une décroissance rapide. À l'horizon 2100, la population pourrait être divisée par deux, avec une pyramide des âges inversée et une société dominée par les seniors, avec jusqu'à quinze personnes âgées pour un enfant de moins de cinq ans[1].

Ce phénomène dépasse largement l'Asie. En Europe de l'Est, la Bulgarie passe de 9 millions d'habitants en 1990 à 7 millions aujourd'hui, et pourrait tomber à 2,5 millions d'ici à la fin du siècle[2]. Ici, la faible fécondité se conjugue à une émigration massive de la jeunesse, qui réalise ses projets familiaux ailleurs. La question n'est donc pas seulement celle du nombre d'enfants, mais aussi celle de leur ancrage territorial, et plus largement de la capacité d'un pays à retenir ses forces vives.

En Europe du Sud, l'Italie incarne une autre facette de cette crise. Alors qu'elle comptait presque autant d'habitants que la France au début des années 2000, sa population pourrait être divisée par deux d'ici à 2100[3]. Cette contraction progressive redessine déjà les équilibres économiques et territoriaux, avec des régions entières confrontées au vieillissement accéléré et à la dévitalisation.

Enfin, même des régions qui semblent aujourd'hui connaître une forte croissance démographique et qui représenteront une part importante de la population mondiale dans la seconde moitié du siècle, comme l'Afrique, ont déjà entamé leur transition démographique. Comme le souligne le démographe Gilles Pison : « Il n'y a pas d'exception africaine […]. La fécondité y baisse déjà fortement. Le processus s'est simplement enclenché plus tardivement[4]. »

À l'échelle mondiale, la tendance est désormais nette. En 2000, 45 % de la population mondiale vivait dans des zones où la fécondité était inférieure au seuil de renouvellement des générations. En 2020, cette proportion atteint les deux tiers[5]. Autrement dit, la baisse de la natalité n'est plus une exception propre à certains pays, mais une dynamique globale, qui concerne désormais la majorité de l'humanité, avec des intensités et des temporalités variables.

1. Cité dans David Duhamel, *Un monde sans enfants*, Paris, Buchet-Chastel, 2024.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. Christian Dessouroux et Christian Vandermotten, « Baisse massive de la fécondité mondiale en 20 ans, illustrée en cartes », *Population & Sociétés*, n° 618, 2024, pp. 1-24.

Une France longtemps épargnée, mais en rattrapage rapide

Dans ce paysage, la France a longtemps fait figure d'exception. Portée par une culture et des normes sociales historiquement ancrées et par une politique familiale puissante, elle est restée pendant plusieurs décennies au-dessus du seuil de renouvellement des générations. En 2010, son taux de fécondité atteignait encore 2,03 enfants par femme[1], un niveau rare en Europe, qui alimentait l'idée d'une singularité française durable.

Cette situation est en train de basculer rapidement. En 2025, pour la première fois depuis 1945, l'Insee a annoncé un solde naturel négatif dans l'Hexagone (645 000 naissances pour 651 000 décès)[2]. Depuis les années 1970, le nombre de naissances a chuté de près de 30 %, confirmant une tendance baissière qui peine à s'inverser[3]. Le taux de fécondité, passé de 2,03 en 2010 à 1,68 en 2023 puis à 1,56 en 2025, traduit cette inflexion et cette accélération de la baisse ces dernières années, rapprochant rapidement la France de ses voisins européens[4]. Aujourd'hui, la quasi-totalité des pays européens se situent déjà sous le seuil de renouvellement des générations[5], et la France s'inscrit à présent pleinement dans cette trajectoire. Dans le même temps, la population, qui atteint 69,1 millions d'habitants au 1er janvier 2026, continue de vieillir, sous l'effet d'une espérance de vie élevée, avec 85,9 ans pour les femmes et 80,3 ans pour les hommes[6].

Cette évolution marque une forme de rattrapage. Après avoir résisté plus longtemps, la France converge vers une dynamique commune aux pays développés. Ce basculement, largement anticipé par les démographes, rappelle que, si les dynamiques de natalité s'inscrivent dans le temps long, une fois enclenchées, elles évoluent souvent de manière plus rapide qu'attendu.

Face à la complexité, construire des scénarios prospectifs

Devant cette dynamique de fond, la tentation est de chercher une cause unique ou un levier décisif, mais cette approche se heurte rapidement à la réalité. Les déterminants de la natalité sont multiples, imbriqués et parfois contradictoires : conditions économiques, transformation des modes de vie, aspirations individuelles, contraintes professionnelles, représentations du futur… Cette complexité explique aussi pourquoi les politiques publiques, même lorsqu'elles sont volontaristes, produisent des effets limités ou incertains. La natalité se situe à l'intersection de l'intime et du collectif. Elle ne se décrète pas. Elle dépend d'un ensemble de conditions qui dépassent largement un seul registre d'action.

Dans ce contexte, l'enjeu est de comprendre les configurations possibles. Autrement dit, il s'agit d'explorer les trajectoires qui peuvent émerger selon les choix collectifs faits aujourd'hui. C'est précisément l'objectif de l'approche prospective retenue ici : construire des scénarios pour rendre visibles les conséquences concrètes de différentes orientations, et ainsi éclairer les arbitrages à venir.

Deux axes fondamentaux structurent les scénarios de cette étude.

Le premier concerne le niveau de soutien à la natalité. Il oppose des situations où la baisse de la natalité est largement acceptée, voire intégrée, à d'autres où elle fait l'objet d'une action volontariste, mobilisant des leviers économiques, sociaux et culturels. Il pose

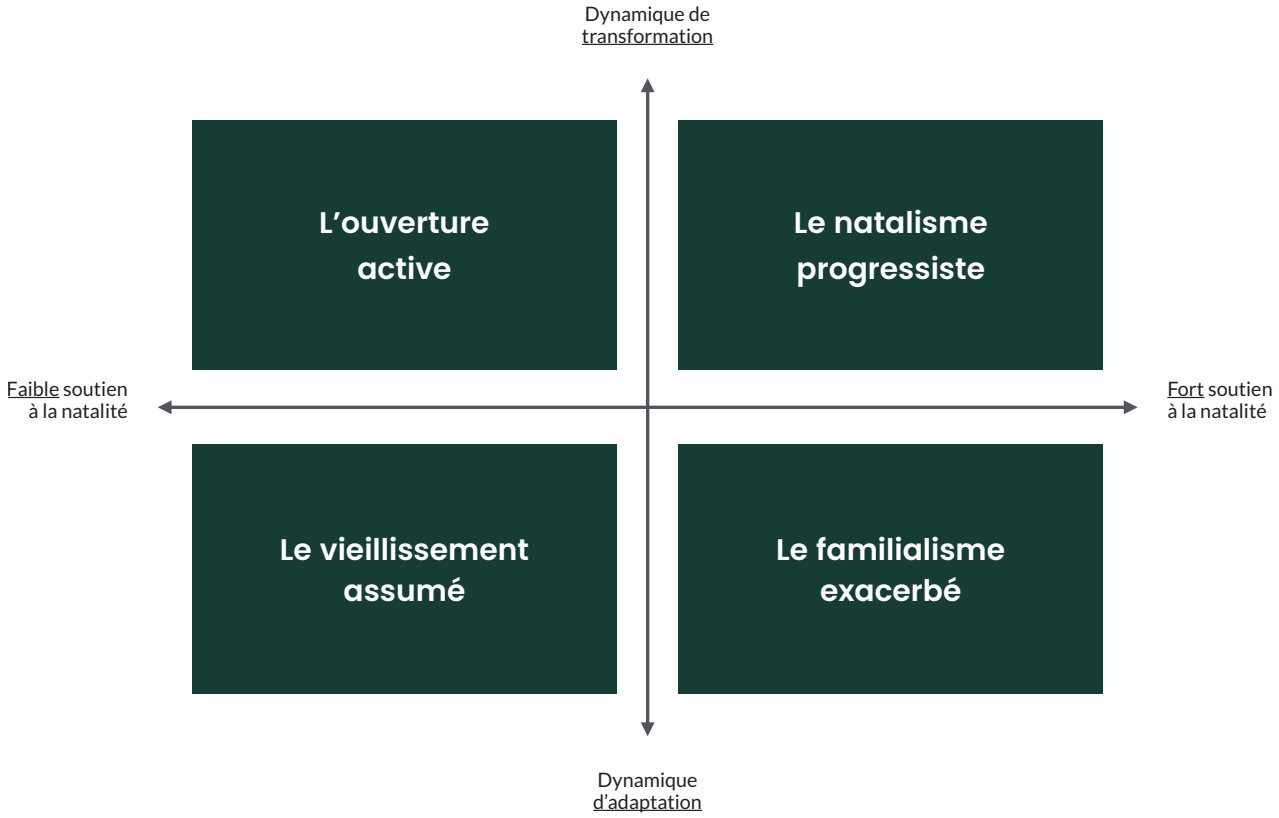
1. *Tableaux de l'Économie française*, Insee, 2014.
2. *Bilan démographique 2025*, Insee, 2026.
3. *Ibid.*
4. *Bilan démographique*, Insee, à partir de 2014.
5. *Total Fertility Rate (tps00199), base de données*, Eurostat, 2026.
6. *Bilan démographique 2025*, Insee, 2026.

ainsi une question centrale : faut-il considérer la baisse de la natalité comme une évolution inévitable à accompagner ou comme une tendance que l'on peut encore chercher à inverser ?

Le second axe porte sur la nature des réponses. Il distingue des approches conservatrices, qui cherchent à réactiver des modèles familiaux et sociaux existants ou passés, de démarches plus progressistes, qui adaptent les cadres économiques et sociaux aux nouvelles aspirations et contraintes.

La combinaison de ces deux axes permet de structurer quatre scénarios « archétypes », qui dessinent de premiers futurs possibles pour la France :

– *le vieillissement assumé* : la baisse de la natalité est acceptée. L'action publique s'adapte à une population plus âgée en ajustant retraites, travail et équilibres territoriaux. L'enjeu devient la gestion d'un déclin assumé ;
– *le familialisme exacerbé* : la natalité et la famille deviennent des priorités centrales. Les politiques sont fortement incitatives, avec des leviers financiers et fiscaux importants. Si les effets d'annonce sont particulièrement visibles, des questions majeures demeurent sur l'efficacité dans la durée et le caractère traditionaliste des mesures ;
– *l'ouverture active* : la dynamique repose sur l'immigration. La France cherche à compenser la baisse des naissances en attirant des populations en nombre suffisant pour soutenir son modèle. L'enjeu devient la capacité à les accueillir et à les intégrer durablement, avec l'adhésion de l'opinion publique ;
– *le natalisme progressiste* : l'action publique s'attaque aux causes profondes. Logement, travail, égalité hommes-femmes, équilibre de vie et représentations sont transformés pour rendre la parentalité plus accessible. Cette approche est plus exigeante, mais vise des effets durables.



SCÉNARIO 1

Le vieillisssement assumé

Le vieillissement de la population

En 2050, le vieillissement n'est plus une projection ni un sujet de débat. C'est un état de fait structurant. Il ne s'est pas imposé par rupture, mais par croissance graduelle, à mesure que la baisse des naissances s'est installée dans la durée. La trajectoire de la France a fini par rejoindre celle déjà observée en Europe et en Asie, avec quelques années de décalage.

Le premier moteur est la baisse durable de la fécondité. Après avoir longtemps résisté, la France s'aligne sur la dynamique européenne : de 1,56 enfant par femme en 2025 à moins de 1,45 dès le milieu des années 2030[1]. À ce niveau, chaque génération est mécaniquement moins nombreuse que la précédente. Le renouvellement n'est plus assuré, et la transformation passe par le bas de la pyramide des âges. Les naissances ne disparaissent pas, mais changent d'échelle : en un siècle, la part des enfants dans la population est divisée par deux[2].

En parallèle, la longévité progresse. Dès 2040, plus d'une personne sur quatre aura plus de 65 ans[3]. La part des personnes âgées de 80 ans ou plus a doublé entre 2025 et 2050, dépassant les 10 %, et devrait atteindre près de 13 % à l'horizon 2070[4]. Enfin, le nombre de centenaires, déjà multiplié par treize depuis 1975, poursuit sa hausse et pourrait encore être multiplié par sept pour atteindre 200 000 individus en 2060, installant durablement des générations très âgées dans le paysage social[5]. Ce vieillissement est largement porté par les femmes, dont l'espérance de vie plus élevée accentue le phénomène et donne à la société les traits d'un véritable « mamy-boom »[6].

C'est à l'échelle territoriale que la transformation devient la plus visible. En 2050, plus de la moitié des départements ont atteint leur pic de population[7]. Dans de nombreux territoires, la baisse des naissances se traduit d'abord par un affaiblissement du maillage scolaire. Les fermetures d'écoles, engagées dès les années 2010 avec plus de 5 000 établissements concernés[8], se poursuivent sous différentes formes : regroupements, mutualisations, reconversions. Dans de nombreuses communes déjà fragilisées, dont, déjà en 2022, 14 % n'avaient enregistré aucune naissance[9], la question de l'école ne se pose plus, faute d'enfants.

La baisse du nombre d'enfants produit des effets en chaîne. Sans école, les jeunes ménages s'installent moins. Sans nouveaux habitants, le vieillissement s'accélère. Les services publics et privés se contractent, les commerces ferment, les bases fiscales s'érodent.

1. *Projections démographiques 2021-2070 pour la France*, Insee, 2026.
2. *Ibid.*
3. *Projections de population à l'horizon 2070 : deux fois plus de personnes de 75 ans ou plus qu'en 2021*, Insee, 2016.
4 *Une population plus âgée qu'en 2026, et probablement moins nombreuse : projections de population à l'horizon 2070*, Insee, 2026.
5. *Ibid.*
6. Julien Damon, *Les batailles de la natalité. Quel « réarmement démographique » ?*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 2024.
7. *D'ici 2070, un tiers des régions perdraient des habitants*, Insee, 2022.
8. Oanna Favennec, « Carte scolaire : 5 000 fermetures de classes annoncées, 470 suppressions de postes, pourquoi la grogne monte », Radio France, 15 mars 2025.
9. *Nombre de naissances annuelles par commune* (base de données), Insee, 2023.

Le maintien des infrastructures, qu'il s'agisse de transport, de santé ou d'équipements, devient de plus en plus difficile. Certains territoires entrent ainsi dans une trajectoire durable de dévitalisation, marquée par une disparition progressive des fonctions économiques et sociales.

Les zones urbaines n'échappent pas à cette recomposition, mais selon d'autres logiques. Les grandes villes concentrent davantage de populations sans enfants ou âgées, tandis que les familles se replient vers des périphéries plus accessibles. L'âge devient un facteur structurant de la géographie française, au même titre que le revenu ou l'activité.

Le vieillissement assumé

L'effet de cette transformation démographique ne se limite pas à un déséquilibre des âges. Elle reconfigure l'ensemble des fondamentaux économiques et sociaux du pays.

Économie et comptes publics

Les effets économiques ont longtemps été débattus, mais leur direction fait désormais consensus : la croissance ralentit et devient plus contrainte, tirée vers le bas par la structure de la population. Le basculement est d'abord mécanique. Là où la France comptait encore 5 actifs pour 1 inactif à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, le ratio tombe autour de 3 pour 1 au début du XXIe siècle, puis à 1,7 en 2022, avec une trajectoire proche de 1,4 à l'horizon 2070[1]. Chaque actif porte une part croissante du financement collectif, dans un contexte où la population active progresse peu, voire recule localement.

Mais l'enjeu dépasse ce simple effet de ratio entre actifs et retraités. La baisse du nombre de personnes en emploi, combinée au recul du taux d'activité global, limite mécaniquement la création de richesses et pèse sur le revenu par habitant. Avec moins de travailleurs, moins d'heures produites et une population plus âgée, la croissance devient plus difficile à soutenir. L'exemple du Japon, qui va perdre près d'un tiers de sa population active d'ici à 2060, est particulièrement frappant[2].

Dans le même temps, le vieillissement transforme la structure de l'économie. Une part croissante des ressources, des investissements et des emplois est orientée vers la gestion du vieillissement, au détriment d'autres secteurs plus productifs ou innovants. L'économie ne décroche pas, mais elle se recompose autour de besoins domestiques, peu délocalisables, avec un impact direct sur son potentiel de développement. Le patrimoine et l'épargne suivent une trajectoire similaire. Détenu par des ménages plus âgés, consommant généralement moins et privilégiant la sécurité, le capital est orienté vers des placements sans risque ou liquides plutôt que vers des investissements risqués et productifs.

Cette combinaison – demande plus faible, moindre dynamisme entrepreneurial, capital plus prudent – peut freiner l'innovation, ralentir l'investissement et entretenir une croissance molle. Elle peut aussi peser sur les prix et favoriser des périodes de faible inflation, voire de quasi-stagnation économique, comme le Japon l'a illustré durant plusieurs décennies. Il ne s'agit pas d'un effondrement, mais d'un glissement progressif vers une économie moins dynamique, où l'enjeu devient moins la croissance que sa soutenabilité.

Cette pression se lit directement dans les comptes publics. Dès le début des années 2020, la France consacre environ 11 % de son PIB aux dépenses de santé, soit davantage que pour l'éducation et la défense cumulées[3]. Avec le vieillissement, cette part augmente progressivement : une population plus âgée consulte davantage, recourt plus souvent à l'hôpital, suit des traitements plus longs et vit davantage avec des maladies chroniques nécessitant un accompagnement régulier.

1. Julien Damon, *Les batailles de la natalité, op. cit.*
2. « Note pays : Japon », dans *Perspectives de l'emploi*, OCDE, 2025.
3. Analyse de l'auteur à partir des données de l'OCDE, de la Banque mondiale, du Stockholm International Peace Research Institute et de données publiques françaises, début des années 2020.

À cela s'ajoute un second effet, plus structurel : la progression du grand âge dans la population. À mesure que les générations nombreuses avancent en âge, le nombre de personnes en perte d'autonomie progresse fortement. Autour de 2050, la France pourrait compter près de 4 millions de personnes concernées[1]. Cela implique davantage d'aides à domicile, de places en établissements spécialisés, de personnels soignants, d'adaptations du logement et de soutien aux aidants familiaux. La dépendance devient ainsi un poste budgétaire majeur. Elle nécessiterait à elle seule au moins 20 milliards d'euros supplémentaires de dépenses publiques d'ici à 2060[2], non pas comme coûts ponctuels, mais comme engagement durable et difficilement réversible.

Ce double mouvement, hausse des dépenses et progression limitée des ressources, n'entraîne pas de rupture immédiate, mais installe une tension structurelle. Les arbitrages deviennent plus contraints et la capacité à financer d'autres priorités s'érode. L'exemple italien, marqué par une croissance atone et une dette en hausse sur le long terme, illustre les trajectoires possibles lorsque ces déséquilibres s'installent.

Travail

L'effet de basculement démographique ne se limite pas à une pression accrue sur l'économie et les finances publiques. Il redessine la structure même du travail. À mesure que le vieillissement s'installe, une part croissante de l'activité se réorganise autour du soin, de l'accompagnement et des services à la personne.

En 2050, la prise en charge du grand âge structure des pans entiers de l'économie. Les établissements spécialisés se développent rapidement, le parc immobilier s'adapte au maintien à domicile, les services de proximité se multiplient et les dispositifs d'assistance se généralisent. L'enjeu n'est plus seulement de répondre à la demande, mais d'adapter en continu les capacités de production à une évolution durable des besoins.

Cette réorientation se heurte toutefois à une contrainte majeure : le facteur humain. Les besoins en aidants, soignants et personnels d'accompagnement augmentent, alors que la population active progresse peu. Ces métiers, pourtant centraux, restent marqués par des conditions de travail exigeantes et une attractivité limitée. La tension devient structurelle et pèse directement sur la qualité et l'accessibilité de la prise en charge.

Ce déplacement du centre de gravité du travail a des effets plus larges. L'extension de l'activité dans le temps s'impose comme un levier central. Alors qu'au début du XXIe siècle, en France, moins de 3,5 % des plus de 65 ans travaillaient[3], ce pourcentage augmente progressivement. Une croissance portée par les réformes et par l'allongement de la vie en bonne santé.

En 2050, la retraite comme rupture nette a largement disparu, et les frontières entre emploi, retraite et engagement sont devenues plus floues. Une part croissante des seniors reste active, souvent à temps partiel ou sous des formes plus souples. Le travail se prolonge, se fragmente et s'inscrit dans des logiques de cumul, de transmission ou de maintien du lien social. Mais cette évolution reste inégale. Elle dépend fortement du niveau de qualification, de la pénibilité des métiers et de l'état de santé. Certains prolongent leur activité dans de bonnes conditions, souvent dans des emplois qualifiés ou moins physiques, parfois par choix. D'autres y restent contraints, faute de ressources suffisantes ou de droits à la retraite complets, malgré l'usure professionnelle.

Le travail senior devient ainsi un nouvel espace d'inégalités. Il constitue un levier d'ajustement réel pour soutenir l'emploi et les finances publiques, mais demeure insuffisant à lui seul face à l'ampleur du déséquilibre démographique.

1. *4 millions de seniors seraient en perte d'autonomie en 2050*, Insee, 2019.
2. Romain Roussel, *Personnes âgées dépendantes : les dépenses de prise en charge pourraient doubler en part de PIB d'ici à 2060*, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, 2017.
3. *Emploi, chômage, revenus du travail*, Insee, 2025.

Technologie

La technologie s'est rapidement imposée comme la principale réponse au choc démographique, avec l'idée qu'elle pourrait compenser la raréfaction du travail et soutenir la croissance. Dans les années 2020, l'intelligence artificielle et la robotique sont présentées comme des solutions capables d'absorber une partie des effets du vieillissement. En 2050, leur rôle est réel, mais plus limité qu'anticipé.

Les gains de productivité existent, mais ne suffisent pas à inverser la tendance. Même dans les scénarios les plus favorables, l'IA ne compense qu'environ la moitié des besoins liés au vieillissement en Europe. Comme l'indiquait déjà l'OCDE en 2025, le progrès technologique n'a pas permis d'éviter une baisse du revenu par habitant[1].

Cette limite apparaît plus nettement dans les secteurs les plus exposés, en particulier celui de la dépendance. La robotique d'assistance, souvent mise en avant, se heurte à des obstacles concrets : coûts élevés, complexité d'usage, faible appropriation par les professionnels. L'exemple japonais a été révélateur très tôt, malgré les ambitions fortes de robotisation : la majorité des établissements n'est pas équipée, et seuls quelques-uns utilisent ces outils de manière effective[2]. En pratique, la technologie complète le travail humain sans s'y substituer, et génère même de nouveaux besoins en compétences et en organisation.

Patrimoine et inégalités

Le vieillissement de la population transforme profondément le système patrimonial français. En 2050, une part majeure du capital, immobilier comme financier, est détenue par les générations les plus âgées, qui le gardent plus longtemps. L'allongement de la durée de vie retarde les transmissions du patrimoine, qui se produisent parfois plusieurs décennies après l'âge où il permettait autrefois de structurer une trajectoire de vie. Là où l'héritage pouvait auparavant aider à acheter un logement, lancer une activité ou soutenir la vie familiale à 40 ou 50 ans, il intervient désormais plus tard, souvent à un âge où l'enjeu principal devient la sécurisation de la retraite.

Dans le même temps, les plus jeunes générations disposent plus rarement d'un apport initial suffisant. L'accès à la propriété se complique, particulièrement dans les grandes villes, où les prix restent élevés. Une part croissante de la population demeure locataire plus longtemps, parfois durablement.

La « grande transmission[3] », longtemps présentée comme un rééquilibrage, ne produit pas d'effet homogène. Les flux d'héritage augmentent, mais restent très inégalement répartis. Certains seniors transmettent des patrimoines significatifs, permettant à leurs descendants de franchir des seuils décisifs, quand d'autres transmettent peu ou trop tard pour permettre un effet structurant. Cette dynamique creuse une double fracture. Entre générations, d'abord, entre ceux qui détiennent le capital et ceux qui doivent l'accumuler dans un contexte moins favorable. Au sein des générations plus âgées, ensuite, entre ménages patrimoniaux et retraités largement dépendants du système public.

Dans ce contexte, les transmissions précoces deviennent un avantage décisif. Elles permettent d'acheter plus tôt, de sécuriser un parcours résidentiel ou de constituer un capital initial. Les écarts se creusent ainsi entre ceux qui reçoivent tôt, ceux qui héritent tard et ceux qui n'héritent pas, donnant à l'origine patrimoniale un poids croissant dans les trajectoires de la vie adulte.

Cadre de vie et infrastructures

Le cadre de vie est désormais conçu à partir d'un principe central : adapter l'environnement aux capacités physiques et cognitives d'une population majoritairement âgée. L'objectif n'est plus seulement

1. Christophe André, cité dans Valentina Romei, « Five ways demographics are transforming the world economy », *Financial Times*, 5 mars 2026.
2. James Wright, « Inside Japan's long experiment in automating elder care », *MIT Technology Review*, 9 janvier 2023.
3. Ce concept désigne le transfert massif de patrimoine lié au vieillissement au cours des prochaines décennies ; plus de 9 000 milliards d'euros pourraient être transmis en France entre 2025 et 2040. Voir Alexandre Ouizille, Théo Iberrakene et Boris Julien-Vauzelle, *Face à la « grande transmission », l'impôt sur les grandes successions*, Fondation Jean-Jaurès – Hémisphère Gauche, 2024.

l'accessibilité, mais la réduction maximale des efforts nécessaires pour se déplacer, s'orienter ou interagir. Une partie des contraintes est directement prise en charge par l'environnement.

Dans l'espace urbain, cette logique est visible. Les parcours deviennent continus, sans rupture. Le sans-contact se généralise. La signalétique est plus lisible, redondante, appuyée par des dispositifs sonores. Les zones de repos se multiplient, la position assise devient la norme. Les gestes demandant force, précision ou coordination sont progressivement éliminés. La ville devient plus fluide, plus simple, moins exigeante.

Cette transformation s'étend au numérique et aux services. Les interfaces sont simplifiées, les parcours, automatisés, les interactions, guidées. Une partie des fonctions cognitives, comme la mémoire ou l'orientation, est externalisée vers des dispositifs techniques. L'environnement n'assiste plus seulement, il anticipe et absorbe une part croissante de l'effort.

À court terme, ces évolutions améliorent le confort et prolongent l'autonomie des seniors. Mais en se généralisant, elles modifient les usages pour tous. Les situations mobilisant effort, attention ou repérage deviennent plus rares. Une partie de la population grandit et évolue dans des environnements où certaines capacités sont moins sollicitées, ce qui crée une dépendance progressive à ces infrastructures, devenues indispensables.

Valeurs et (non-)place de la jeunesse

En 2050, le vieillissement redéfinit les équilibres de pouvoir. Le poids des seniors ne se lit pas seulement dans les urnes, mais aussi dans l'ensemble des arbitrages collectifs et dans la hiérarchie des priorités. La stabilité des revenus, la sécurité sanitaire et le court terme passent au premier plan. À l'inverse, les politiques dont les effets sont lointains pèsent moins dans les arbitrages, notamment dans l'éducation, l'innovation ou la transformation productive, parce qu'elles bénéficient à des générations moins nombreuses et politiquement moins centrales.

Ce rééquilibrage s'accompagne aussi d'un déplacement des valeurs. Le *care*, l'entraide et la protection des plus vulnérables deviennent des référentiels dominants. Ils contribuent à une société plus apaisée, moins tendue vers l'accélération permanente et organisée davantage autour de la continuité que du changement.

Cette logique se prolonge dans l'économie et les usages. Les marchés les plus solvables étant ceux des seniors, l'offre s'aligne sur les attentes de ces derniers. L'environnement quotidien converge vers davantage de confort, de silence, de sécurité et de prévisibilité. À mesure que cette norme s'étend, elle redéfinit plus largement ce qui devient socialement acceptable dans l'espace social : il y a moins de frictions, moins d'imprévus, moins de tolérance pour ce qui dérange ou déstabilise.

Cette transformation modifie également le rapport à l'écologie. Dans une société plus âgée, la priorité n'est plus la transformation rapide des modes de vie, mais le maintien de l'autonomie et du confort quotidien. Les politiques environnementales trop contraignantes deviennent politiquement difficiles à imposer à une population qui dépend davantage de la voiture individuelle, de la climatisation, du chauffage ou d'infrastructures médicalisées pour préserver sa santé et sa mobilité. La transition écologique se poursuit, mais elle ralentit et change de nature : l'objectif n'est plus tant de transformer les comportements que d'adapter les territoires et les infrastructures à une population vieillissante. L'écologie devient moins un projet de rupture qu'une logique de gestion pragmatique des vulnérabilités.

Dans ce contexte, une société véritablement « *no child* » s'installe. Elle n'est plus marginale, mais progressivement assumée. Une partie croissante des espaces du quotidien devient, explicitement ou de fait, peu accessible aux enfants. Restaurants, lieux de loisirs, transports ou environnements résidentiels privilégient le calme, le confort et la prévisibilité. Les enfants y apparaissent comme des sources de perturbation, et leur présence est de plus en plus limitée.

Les grandes villes accentuent ce mouvement. Sous l'effet de la pression immobilière et des contraintes liées à l'adaptation écologique, elles deviennent moins compatibles avec la vie familiale. Elles se recomposent autour de populations adultes sans enfants ou retraitées, tandis que les familles se déplacent vers des périphéries plus accessibles. Cette évolution ne repose pas sur une décision politique

explicite, mais sur un alignement de contraintes économiques, sociales et urbaines.

Au-delà des espaces, c'est la place de la jeunesse qui se reconfigure. Moins nombreuse et moins centrale dans les arbitrages, elle devient progressivement périphérique dans une société structurée autour d'autres priorités. Ce déplacement ne se traduit pas par un conflit ouvert, mais par un glissement silencieux des équilibres entre générations. Il transforme aussi progressivement le fonctionnement démocratique lui-même. À mesure que le vieillissement s'installe, une forme de gérontocratie diffuse émerge. Le maintien de l'ordre, de la continuité et de la stabilité devient une valeur cardinale dans des sociétés plus sensibles au risque, au désordre et à l'incertitude. Une partie croissante de la population accepte alors des formes de gouvernance plus verticales, technocratiques ou restrictives au nom de la sécurité collective et de la préservation d'un quotidien paisible. Ce basculement ne prend pas la forme d'une rupture autoritaire brutale, mais d'un glissement lent vers une forme de démocratie moins conflictuelle, moins ouverte à l'instabilité et davantage orientée vers la préservation du confort social existant.

SCÉNARIO 2

Le familialisme exacerbé

La famille, nouveau cœur du contrat social

En 2050, la France ne s'est pas contentée de soutenir la natalité. Elle a basculé dans un modèle où la famille et le « réarmement démographique » sont devenus des principes structurants du projet collectif. Ce qui relevait autrefois d'une préférence privée ou d'un choix de vie s'est progressivement mué en enjeu d'intérêt national.

Ce basculement traduit une évolution profonde du rapport au temps, au risque et à la stabilité. Les crises des années 2020 ont laissé une empreinte durable. Pandémie, tensions géopolitiques, inflation, instabilité professionnelle, sentiment de déclassement, au-delà de leurs effets immédiats, ont installé une insécurité persistante. Pour une partie des jeunes générations, l'enjeu n'est plus seulement d'accéder à des ressources, mais de retrouver une trajectoire lisible dans un monde perçu comme désordonné.

Dans ce contexte, un mouvement de fond s'opère. Alors que les décennies précédentes valorisaient l'autonomie individuelle, la mobilité permanente et la pluralité des modes de vie, une aspiration inverse émerge : stabilité, continuité, enracinement. Le couple durable et la famille cessent d'être des options parmi d'autres. Ils redeviennent des normes valorisées, des refuges face à l'incertitude, des cadres rassurants dans une société fragmentée.

Cette évolution culturelle rencontre un contexte démographique de plus en plus contraint. Vieillissement, baisse de la fécondité, tensions sur les retraites, l'école ou la protection sociale rendent visible la question du renouvellement des générations. Ce qui relevait d'un débat technique s'impose comme un enjeu politique central. La baisse des naissances n'est plus seulement interprétée comme une tendance statistique, mais comme le symptôme d'un affaiblissement collectif.

À la fin des années 2020, un glissement s'opère. La natalité n'est plus une variable subie, mais un objectif explicite. Elle s'intègre progressivement dans une vision stratégique du pays, à la croisée des enjeux économiques, culturels et géopolitiques. Faire des enfants redevient un acte valorisé socialement, presque civique dans certains discours publics. Le renouvellement des générations devient à la fois une condition de soutenabilité et un marqueur de vitalité nationale.

Ainsi, le familialisme qui s'installe dans les années 2030 ne relève pas uniquement d'une idéologie. Il repose sur une convergence entre angoisse du déclin, aspiration à l'ordre et volonté de reprendre la main sur une trajectoire démographique jugée préoccupante. Il prospère aussi sur le discrédit des modèles antérieurs, accusés d'avoir favorisé l'individualisme, l'instabilité des liens et la relégation de la transmission.

Le modèle qui en découle est simple : dans un monde instable, faire société suppose d'abord d'en assurer la continuité. La famille devient à la fois un levier, un repère et un objectif. Ce recentrage a toutefois son revers : les trajectoires sans enfants, plus mobiles ou moins conformes occupent une place plus marginale dans une société redevenue normative.

La France du familialisme exacerbé

En 2050, les effets de cette orientation sont visibles dans l'ensemble de la vie quotidienne. Les institutions, l'économie, le travail, les territoires et les protections sociales ont été progressivement réorganisés autour de la logique familiale. Ce choix a modifié en profondeur les priorités collectives, les avantages distribués et la hiérarchie implicite entre les trajectoires de vie.

Politiques publiques et incitations

Sur le plan des politiques publiques, la logique est devenue systémique, massive et assumée. Les dispositifs d'incitation ne relèvent plus d'ajustements marginaux, ils s'intègrent dans un véritable écosystème coordonné, visant à valoriser la parentalité et à encourager les naissances.

Les aides financières atteignent un niveau inédit. À partir du troisième enfant, l'imposition sur le revenu est fortement réduite, puis supprimée dans certains cas au-delà d'un seuil. Des dispositifs inspirés de modèles hongrois des années 2020 ont été adaptés : suppression temporaire de l'impôt pour les personnes de moins de 30 ans ayant un premier enfant, prêts bonifiés pouvant atteindre 30 000 à 50 000 euros pour les couples se mariant, dont une partie est effacée à chaque naissance. Le congé parental maternel a été profondément transformé, avec une indemnisation pouvant atteindre 70 % du salaire sur plusieurs années, afin de permettre aux mères ou aux couples de consacrer davantage de temps aux premières années de l'enfant.

Certaines mesures, plus symboliques ou culturelles, ont également été mises en œuvre. Une journée nationale consacrée à la natalité ou à la famille a été instaurée dans plusieurs territoires, accompagnée d'une cérémonie publique neuf mois plus tard, mettant à l'honneur les parents de nouveau-nés. Des campagnes nationales valorisent explicitement la maternité, la paternité, la transmission et l'engagement familial. Donner naissance redevient un acte socialement prestigieux.

Mais la politique nataliste ne s'arrête plus à l'enfant : elle remonte désormais en amont jusqu'à la rencontre elle-même. Face au recul durable de la mise en couple et de la famille, certains États développent des politiques offensives visant à favoriser les interactions entre célibataires. Des plateformes de rencontre publiques ou semi-publiques voient le jour, parfois connectées aux administrations locales, aux universités ou aux entreprises. Des événements collectifs, des séjours, des programmes de sociabilisation ou des dispositifs de « mixité relationnelle » sont subventionnés dans les territoires les plus touchés par le célibat durable. Ce basculement brouille progressivement la frontière entre politique familiale et intervention dans l'intime. Ce qui relevait autrefois de la sphère privée devient un enjeu stratégique de continuité démographique.

Mais, au-delà de ces dispositifs, c'est l'ensemble de l'appareil d'État qui se repositionne progressivement. Dans certaines administrations, notamment territoriales, une partie des objectifs annuels des responsables publics est indexée sur des indicateurs liés à l'enfance, au nombre de naissances locales ou à l'installation de jeunes couples. Les politiques d'aménagement, d'éducation, de logement ou de santé sont évaluées aussi selon leur contribution au redressement démographique.

Entreprise et travail

Les entreprises sont pleinement intégrées à cette dynamique. Elles ne se contentent plus de favoriser la parentalité, elles deviennent un relais opérationnel de la politique nataliste. La parentalité des salariés fait désormais l'objet d'un suivi explicite : des indicateurs spécifiques apparaissent, intégrés aux tableaux de bord sociaux et aux reportings extrafinanciers, au même titre que d'autres objectifs de performance.

Dans un premier temps, les dispositifs classiques sont renforcés : primes de naissance, congés parentaux étendus, aménagements d'horaires. Mais rapidement, des mécanismes plus incitatifs sont mis en place. Des bonus financiers importants sont conditionnés à la naissance d'enfants, avec des montants croissants à partir du deuxième ou troisième. Dans certains secteurs, ils représentent plusieurs mois de

salaire et pèsent réellement sur les trajectoires de revenus.

Les entreprises justifient cette orientation par des arguments de fidélisation, de stabilité et de projection de long terme. Le salarié parent est progressivement perçu comme plus enraciné, plus prévisible, plus susceptible de s'inscrire durablement dans l'organisation. La parentalité devient un signal socialement valorisé au sein du monde professionnel.

Cette logique se prolonge dans les carrières. Les entreprises organisent des parcours différenciés, avec des avantages spécifiques pour les salariés parents : accès prioritaire à certains postes, trajectoires sécurisées, horaires plus protecteurs, dispositifs de fidélisation ciblés, aides au logement familial. À l'inverse, les salariés sans enfants demeurent plus souvent cantonnés à des fonctions précaires, flexibles, plus exposées aux déplacements ou aux restructurations.

Économie et consommation

Cette orientation transforme en profondeur l'économie. Une part croissante des investissements se dirige vers les secteurs liés à l'enfance, à la vie domestique et à la reproduction familiale : éducation, santé périnatale, services de garde, équipements du foyer, assurance familiale, soutien scolaire, habitat résidentiel. La « *family economy* » cesse d'être un segment périphérique. Elle devient un pilier structurant de la demande intérieure et un axe explicite de politique économique.

Ce basculement passe d'abord par une réallocation des ressources. Les dépenses publiques et privées convergent vers les premières étapes de la vie, désormais considérées comme prioritaires pour la continuité nationale. L'éducation, en particulier dans les premiers âges de l'existence, capte une part croissante des budgets. Les services de la petite enfance se standardisent et montent en gamme, avec une diversification rapide des acteurs, publics comme privés. L'enfant devient un centre de gravité économique. Produits pour enfants, loisirs familiaux, tourisme intergénérationnel, services éducatifs privés ou semi-privés connaissent une croissance soutenue. Les marques valorisent la stabilité, la transmission, la respectabilité domestique. La consommation familiale devient un marqueur social positif, tandis que les modes de vie plus individualisés ou non familiaux sont moins représentés.

L'immobilier s'ajuste en conséquence. Une part croissante des programmes cible les ménages familiaux : logements plus grands, quartiers résidentiels, proximité des écoles, espaces sécurisés. Des dispositifs d'accès prioritaire et des conditions de financement avantageuses orientent explicitement les couples avec enfants vers certains biens. À l'inverse, célibataires, jeunes actifs mobiles ou foyers atypiques rencontrent davantage de difficultés d'accès dans les zones recherchées. Le marché se hiérarchise selon la conformité au modèle familial dominant.

Les mobilités évoluent dans le même sens. Les infrastructures privilégient d'abord les contraintes des familles installées : trajets domicile-école, dessertes résidentielles… La planification organise moins les flux ouverts que la vie des ménages stabilisés. La ville mobile, dense et ouverte recule face à une organisation plus domestique des territoires. Les centres urbains se spécialisent davantage dans les bureaux, le tourisme ou les populations aisées, tandis que les familles sont orientées vers les couronnes résidentielles soutenues par la puissance publique.

Plus largement, cette réorientation modifie la structure de l'économie. Ce n'est pas la natalité en elle-même qui ralentit le dynamisme, mais les choix politiques et économiques d'investissement et d'allocation des ressources. Le centre de gravité se déplace alors vers des secteurs protégés, domestiques et peu exposés à la concurrence internationale. Si cet arbitrage soutient la cohésion sociale et la demande intérieure, il peut aussi réduire l'effort consacré à l'innovation, à la montée en gamme productive ou aux secteurs exportateurs. La croissance repose davantage sur la consommation interne et la redistribution que sur les gains de productivité, la technologie ou l'ouverture économique.

Géopolitique de la naissance

Cette réorientation s'inscrit également dans une lecture stratégique du monde. À mesure que les équilibres géopolitiques se tendent, la démographie redevient un facteur de puissance. La capacité à

renouveler les générations est perçue comme un élément clé de souveraineté, tant sur le plan économique que militaire. Certains discours politiques réintroduisent explicitement le lien entre natalité et capacité de défense, dans une logique proche de celle qui existait au XIXe siècle ou dans certains pays contemporains comme Israël[1]. La démographie est intégrée dans les raisonnements économiques et géopolitiques, renforçant son importance dans les choix collectifs.

Société et marginalisation

Dans ce scénario, les normes sociales évoluent en profondeur. Le couple avec enfants redevient la trajectoire de référence, structurant les représentations collectives et une partie des parcours. Le mariage connaît un regain net, moins par retour moral explicite que parce qu'il concentre progressivement stabilité sociale, avantages pratiques et reconnaissance symbolique. Il redevient un marqueur d'intégration. Ceux qui correspondent au modèle dominant bénéficient d'un environnement cohérent, où institutions, marché du travail et protections sociales se renforcent mutuellement. Leur parcours est plus fluide et plus sécurisé.

À l'inverse, les trajectoires plus atypiques deviennent plus coûteuses en temps, en énergie ou en lisibilité. Parents tardifs, célibataires durables, couples instables, configurations recomposées ou modes de vie plus mobiles doivent davantage faire face à des règles moins adaptées à leur situation. Sans exclusion explicite, l'absence d'enfant et l'instabilité conjugale deviennent des handicaps diffus : moindres avantages patrimoniaux, progression professionnelle moins favorable, protections sociales moins généreuses sur le long terme, voire pensions de retraite réduites pour les couples n'ayant pas contribué à l'effort collectif par la naissance d'enfants.

Peu à peu, la neutralité ancienne des politiques publiques s'efface. L'État n'interdit pas les autres choix de vie, mais il valorise clairement ceux qui s'inscrivent dans la continuité familiale : mariage, parentalité précoce, familles nombreuses, stabilité résidentielle.

Une dynamique entretenue malgré des résultats peu concluants

À mesure que ce modèle s'installe, des résultats apparaissent, mais sans rupture. La natalité cesse de chuter, mais elle ne repart pas réellement. Les inflexions observées restent ponctuelles, localisées et insuffisantes pour modifier la trajectoire d'ensemble.

Le décalage entre les moyens engagés et les effets obtenus devient rapidement visible. Les politiques facilitent certains parcours, sécurisent des décisions, mais ne transforment pas en profondeur les comportements. Les effets sont en outre très inégalement répartis. Les ménages les plus modestes ou les plus aisés réagissent davantage aux incitations, tandis que les classes moyennes, prises dans des arbitrages plus contraints, restent peu sensibles[2]. Le résultat est une dynamique fragmentée, sans véritable basculement. Les expériences étrangères actuelles donnaient déjà un indice de ces limites. Malgré des investissements massifs, elles n'ont abouti qu'à des résultats marginaux. La Corée du Sud ou la Hongrie, malgré des centaines de milliards investis, n'ont jamais réussi à enrayer durablement la baisse de leur fécondité.

En France, paradoxalement, ces constats d'échec ne conduisent pas à un recul, mais à un renforcement. Les résultats sont jugés trop faibles, donc les dispositifs sont amplifiés. Les aides augmentent, les mécanismes se multiplient, les incitations se précisent. Cette logique s'explique en partie par le coût perçu de l'inaction. Le vieillissement, la pression sur les systèmes sociaux, le risque de décrochage

1. En Israël, la question démographique est régulièrement articulée aux enjeux de sécurité nationale ; le pays affiche l'un des taux de fécondité les plus élevés de l'OCDE, autour de 3 enfants par femme (voir *Society at a Glance*, OCDE, 2024).
2. Alain Trannoy, *On entend dire que… il faut une révolution fiscale. Qu'en pensent les économistes ?*, Paris, Eyrolles, 2012.

démographique rendent tout autre choix difficile à assumer. Dans ce contexte, même des politiques aux effets limités apparaissent préférables à l'absence de politique. Progressivement, la dynamique s'auto-entretient. Les acteurs publics, les entreprises, les filières économiques s'organisent autour de cet objectif. Les investissements engagés créent une dépendance, rendant toute mise en cause plus coûteuse. La natalité devient un cadre structurant, difficile à remettre en cause.

En 2050, la France n'a pas inversé sa trajectoire démographique. Mais elle s'est installée dans un modèle où l'on continue d'investir massivement pour en limiter les effets, sans parvenir à les faire disparaître.

SCÉNARIO 3

L'ouverture active

Une politique d'ouverture devenue nécessaire

En 2050, la France n'a pas inversé sa trajectoire démographique par la natalité. Elle a fait un autre choix, plus pragmatique : compenser. L'immigration est devenue un levier central de continuité économique et sociale.

Ce basculement s'impose à mesure que les besoins deviennent majeurs. À l'échelle européenne, stabiliser la population active suppose d'accueillir entre 61 et 73 millions de personnes d'ici à 2050 selon l'OCDE, soit un écart massif par rapport aux flux actuels (près de 50 millions de plus)[1]. Jean-Paul Delevoye évoquait déjà dans les années 2020 la nécessité d'accueillir 50 millions de travailleurs étrangers pour maintenir les équilibres[2]. La question n'est désormais plus marginale, elle devient structurelle.

Dans les faits, ce mouvement est déjà engagé depuis longtemps dans plusieurs pays. En 2024, en Allemagne, le solde naturel était négatif d'environ 300 000 personnes par an. Sans un apport migratoire d'environ 400 000 personnes, le déclin a urait été nettement plus marqué. En Italie, on dénombrait 700 000 décès pour 400 000 naissances, en Espagne, 460 000 contre 330 000 : dans ces économies, l'immigration constituait déjà la principale variable d'ajustement[3]. À l'échelle européenne, elle représentait parfois jusqu'à 90 % de la croissance démographique[4].

La France, qui historiquement a accueilli davantage d'immigrés, est longtemps restée en retrait par rapport à la dynamique européenne récente, malgré la perception d'une forte hausse de l'immigration entretenue par certains discours politiques. Entre 1990 et 2020, la part d'immigrés est passée de 2 % à 15 % en Espagne, et de 3 % à 11 % en Italie, tandis qu'elle n'augmentait que faiblement en France, de 10 % à 13 %[5]. Ce décalage est devenu progressivement un retard, au regard des évolutions observées ailleurs en Europe comme des besoins croissants dans l'Hexagone.

La configuration du marché du travail accélère encore le basculement. Dès les années 2030, plus d'un tiers des effectifs de nombreux métiers sont partis à la retraite, notamment dans les services à la personne, l'agriculture, les métiers administratifs ou les fonctions techniques[6]. Le renouvellement interne ne suffit plus.

Dans ce contexte, un choix stratégique s'est opéré. Si la natalité apparaissait comme un levier incertain, lent et difficile à activer, l'immigration s'est imposée comme une variable plus directe, à même d'agir à court et moyen terme sur la structure de la population active et sur la capacité du pays à fonctionner.

Les pays asiatiques, qui ont refusé de recourir à l'immigration pour faire face au défi démographique, celle-ci ne représentant encore que 0 à 4 % de leur

1. Charles Kenny et George Yang, *Can Africa Help Europe Avoid Its Looming Aging Crisis?*, Center for Global Development, 2021.
2. Cité dans Olivier Rey, *Défécondité. Ses raisons, sa déraison*, Paris, Gallimard, « Tracts », 2025.
3. Gilles Pison et Svitlana Poniakina, « Tous les pays du monde », *Population & Sociétés*, n° 620, 2024, pp. 1-8.
4. « Population and population change statistics », *Statistics Explained*, Eurostat, 2025.
5. *International Migration Outlook*, OCDE, 2025.
6. Maxime Sbaihi, *Les balançoires vides. Le piège de la dénatalité*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2025.

population[1], ont largement misé sur les solutions technologiques et robotiques, avec des résultats décevants. Leur population ne peut désormais plus échapper à un déclin continu. C'est pour éviter de suivre la même trajectoire que la France a repositionné sa stratégie dans les années 2030-2040. Elle est passée progressivement d'une logique de contrôle des flux à une logique d'attractivité migratoire.

La France de la migration accueillie

Le choix de l'accueil transforme en profondeur l'économie, la société et les territoires, sans produire un modèle stabilisé. Il ouvre une phase de recomposition durable, marquée par tensions, ajustements permanents et effets inégaux.

Politique d'attractivité et compétition internationale

En 2050, attirer des étrangers n'est plus un enjeu de débats politiques, mais de fonctionnement national. Dans un contexte de raréfaction de la main-d'œuvre, capter des ressources humaines devient une question de souveraineté économique. La France change alors de logique, grâce à plusieurs leviers clés.

D'abord, la simplification radicale : les délais d'obtention de visas sont réduits à quelques semaines pour les profils ciblés, la reconnaissance des diplômes est largement automatisée pour certaines zones ou institutions partenaires, des « procédures accélérées » et autres « visas métiers critiques » sont créés pour les métiers en tension, avec un accès plus rapide au travail, au logement, aux droits sociaux, voire à l'obtention de la nationalité… Le modèle s'inspire directement de dispositifs mis en place en Allemagne ou au Canada, mais va plus loin dans l'intégration.

Un autre levier réside dans la logique de ciblage : la France ne s'adresse plus à un flux indistinct, mais à des profils précis. Des quotas dynamiques sont définis par secteur et ajustés en temps réel selon les besoins du marché du travail. Les entreprises sont directement impliquées dans ce pilotage, avec des capacités de prérecrutement à l'étranger et des démarches administratives simplifiées.

Troisième levier : l'attractivité active. Des campagnes de communication, voire de publicité sont menées dans les pays de départ pour attirer certains profils, secteurs et niveaux de qualification. Elles mettent en avant des packages complets : emploi sécurisé, protection sociale, scolarisation des enfants, accès au logement. Des antennes sont créées dans plusieurs pays pour organiser le recrutement en amont, qui combinent formation linguistique, validation des compétences et mise en relation avec les employeurs français. Dans certains cas, les parcours sont préparés avant l'arrivée, tandis que de nouveaux mécanismes de mobilité circulaire permettent des allers-retours facilités entre le pays d'origine et la France.

La francophonie devient une composante centrale de cette stratégie. Avec près de 300 millions de locuteurs[2], elle facilite le travail des autorités et réduit fortement les coûts d'intégration. La France développe des « corridors francophones » avec certains pays, accélérant l'entrée, l'emploi et la mobilité. Ces flux sont privilégiés car ces populations sont plus aisées à intégrer et plus stables dans la durée.

Enfin, l'adoption devient également un levier de la politique d'accueil. L'adoption internationale, longtemps secondaire, est encouragée, structurée par des accords bilatéraux, des procédures simplifiées et des dispositifs d'accompagnement. Elle reste limitée en volume, mais devient un outil assumé d'équilibre démographique et social.

L'ensemble de cette stratégie reste complexe, et la concurrence est de plus en plus forte. D'autres pays, comme le Canada ou l'Allemagne, mènent des politiques similaires, parfois plus offensives. Le

1. *International Migration Outlook*, OCDE, 2025.
2. Maxime Sbaihi, *Les balançoires vides, op. cit.*

Royaume-Uni attire des volumes bien supérieurs. Dans ce contexte, la France doit constamment intensifier ses actions et arbitrer en permanence entre ouverture et capacité d'absorption.

Économie et travail

Cette politique répond à un enjeu économique soutenu par la majorité des citoyens : en 2050, l'économie française doit disposer des ressources humaines nécessaires pour maintenir l'activité.

Dans un premier temps, ce besoin concerne les métiers déjà identifiés comme en tension dès les années 2020. Le soin, l'aide à domicile, le bâtiment, l'agriculture ou la logistique reposent de plus en plus sur des apports humains extérieurs. Dans certains territoires et secteurs, l'activité dépend directement de la capacité d'accueil. Lorsque les arrivées ralentissent, les délais s'allongent, certains services se raréfient et les coûts augmentent. La dépendance ne reste pas limitée aux métiers les moins qualifiés, elle s'étend à des fonctions intermédiaires et techniques.

Il est désormais démontré que l'apport de travailleurs qualifiés étrangers est un moteur direct d'innovation[1]. Leur présence permet l'augmentation des dépôts de brevets, accélère la recherche appliquée, facilite les transferts de savoir-faire et enrichit les compétences au sein des équipes. Dans de nombreux secteurs technologiques, scientifiques ou médicaux, cette attractivité est devenue un levier majeur de dynamisme, au point de constituer un axe central des stratégies d'innovation des entreprises.

La montée en puissance des stratégies de recrutement intervient pourtant dans un contexte où la technologie était censée limiter la dépendance à la main-d'œuvre. L'intelligence artificielle et l'automatisation ont effectivement permis des gains de productivité et une transformation de certains métiers. Mais ces avancées n'ont pas suffi à compenser la baisse du nombre d'actifs. Elles en ont atténué les effets, sans en inverser la dynamique. Dans de nombreux secteurs, en particulier ceux qui reposent sur des interactions humaines, le besoin de travail reste incompressible.

Cela transforme durablement le marché du travail, avec des trajectoires plus différenciées et de nouvelles inégalités. Les profils les plus qualifiés, souvent recrutés de manière ciblée, accèdent rapidement à des fonctions stables et évolutives. À l'inverse, une partie des travailleurs, celle concentrée dans les métiers les plus contraints, connaît des parcours plus discontinus, marqués par une forte rotation, des conditions plus difficiles et une faible visibilité à long terme. Cette différenciation ne résulte plus uniquement de l'origine des individus, mais de la manière dont les besoins économiques sont organisés. Elle devient un élément durable du fonctionnement du marché du travail.

L'ensemble de ces évolutions produit une économie qui reste capable de fonctionner et de s'ajuster, mais dont les équilibres sont plus sensibles. La disponibilité de la main-d'œuvre pèse désormais autant que le capital ou la demande.

Société et territoires

En 2050, l'ouverture migratoire ne transforme plus seulement l'économie et le travail, elle modifie en profondeur le fonctionnement de la société française.

Le premier bouleversement concerne le modèle d'intégration. Longtemps animée par un idéal assimilationniste fort, la France attendait des nouveaux arrivants qu'ils adoptent progressivement une culture commune, des codes partagés et qu'ils connaissent une forme d'intégration dans le récit national. Ce modèle reposait sur le temps long, l'école et une société relativement homogène. Mais, face à des flux migratoires continus, des sociétés plus fragmentées et des identités désormais entretenues par les réseaux transnationaux, ce schéma montre ses limites : il est jugé trop lent, trop exigeant et moins opérant qu'auparavant pour produire rapidement de la cohésion sociale. Sous contrainte démographique et économique, le pays se dirige vers une logique plus pragmatique,

1. Gianluca Orefice, « L'immigration qualifiée, moteur de l'innovation des entreprises », The Conversation, 12 mai 2024.

proche des modèles anglo-saxons : insertion rapide par l'emploi, appartenances multiples davantage reconnues, coexistence culturelle plus assumée, priorité donnée au fonctionnel sur l'uniformité.

Cette évolution modifie aussi le rapport à l'autre et au temps. L'intégration n'est plus pensée comme un parcours unique menant mécaniquement à un même résultat, mais comme une pluralité de trajectoires. Des communautés se structurent pour s'entraider, accueillir les nouveaux arrivants, transmettre les codes administratifs ou professionnels, faciliter l'accès au logement et à l'emploi. L'intégration n'est plus un processus vertical, mais une coexistence de dynamiques horizontales parallèles, certaines stabilisées, d'autres encore en cours.

Dans les villes et les métropoles, cette superposition n'est plus seulement subie, elle devient souvent recherchée. On se rapproche de ceux qui partagent langue, références culturelles ou réseaux utiles pour accélérer son insertion. Certains quartiers servent de zones d'entrée, avec forte rotation et services d'accueil et d'intégration dédiés. D'autres deviennent des zones de stabilisation, où logement, emploi et propriété se consolident. Cela produit une société plus mobile, mais aussi plus segmentée. Les fractures existent moins entre natifs et immigrés qu'entre différentes étapes d'intégration : installés et nouveaux arrivants, intégrés et précaires, quartiers d'ancrage et quartiers de transit.

Une partie de la France vieillissante cherche à capter ces flux pour maintenir son activité. Villes moyennes, zones rurales ou bassins fragilisés développent des politiques d'installation ciblées : logement accessible, accompagnement administratif, recrutement local, incitations familiales… D'autres territoires choisissent au contraire le retrait, privilégiant homogénéité sociale ou refus du changement, quitte à perdre en dynamisme. L'ouverture agit ainsi comme un révélateur territorial, et une forme de sécession territoriale émerge entre zones ouvertes et zones de fermeture.

Sur le plan social, le principal enjeu devient celui de l'intégration concrète. La question n'est plus seulement d'accueillir, mais de transformer rapidement une arrivée en trajectoire stable. Le triptyque logement, emploi, école devient central. Lorsqu'il fonctionne, l'intégration est rapide et relativement apaisée. Lorsqu'il échoue, s'installent précarité, enclavement résidentiel, décrochage scolaire et tensions durables. L'école est particulièrement mise en difficulté dans certains territoires, avec des besoins renforcés d'apprentissage linguistique, d'accompagnement et d'équilibre dans la répartition des flux.

Difficultés et réactions politiques

En 2050, la France n'a pas refermé le débat migratoire. Le besoin économique, démographique et social de nouveaux arrivants est largement admis, sans faire disparaître les tensions. L'immigration n'est plus contestée principalement dans son principe, mais dans ses modalités, son rythme, sa répartition et la capacité du pays à l'absorber sans déséquilibrer le quotidien.

Le sujet conflictuel se déplace. Les anciennes oppositions entre ouverture et fermeture cèdent la place à un débat plus concret : combien accueillir, comment répartir les flux, qui supporte les coûts immédiats, comment intégrer plus vite. La question migratoire devient moins idéologique, mais plus inflammable politiquement. Les fractures culturelles augmentent également dans certains territoires, notamment lorsque les transformations démographiques sont rapides et concentrées. Les écarts de normes sociales, de rapports à la religion, à la langue, à l'éducation ou aux modes de vie deviennent plus visibles dans le quotidien et alimentent un sentiment diffus de fragmentation culturelle. Même lorsque les tensions restent limitées statistiquement, leur forte visibilité dans certains espaces nourrit une perception de distance croissante entre groupes sociaux et culturels.

Le principal risque apparaît lorsque l'équilibre semble brutalement rompu. Les afflux de réfugiés climatiques soudains, provoqués par canicules extrêmes, submersions côtières ou crises alimentaires régionales, créent des arrivées rapides et concentrées. Quelques semaines suffisent alors à désorganiser des zones déjà tendues. Ces situations produisent des déséquilibres immédiats : pression sur le logement, saturation temporaire des écoles, tensions sur certains services publics, congestion administrative et sentiment de concurrence pour des ressources rares.

Afin d'éviter que ces chocs ne fracturent durablement le pays, l'État et les collectivités développent de nouveaux outils : cartographie en temps réel des capacités d'accueil, répartition dynamique entre territoires, mobilisation de logements vacants, réserves administratives et éducatives, plateformes d'orientation vers les zones disposant d'emplois ou de places disponibles. L'intégration devient en partie une logistique de crise. Certaines métropoles créent même des cellules permanentes de résilience migratoire, capables d'ouvrir rapidement écoles temporaires, centres de santé modulaires ou guichets mobiles. L'enjeu devient d'absorber rapidement les nouveaux arrivants pour éviter le retour de situations délétères rappelant les années 2010-2020, qui alimenteraient de nouveau la polarisation sur le sujet.

Mais ces épisodes, même temporaires, laissent des traces durables. Ils alimentent une perception de perte de contrôle, même lorsque le système fonctionne globalement. Une école saturée ou un quartier sous tension marquent davantage l'opinion que des statistiques nationales positives. Ces cas deviennent des références amplifiées dans le débat public.

Une solution nécessaire mais aux effets limités

En 2050, l'immigration a permis un décrochage moins brutal. Elle a soutenu la population active, maintenu des secteurs entiers et limité certains effets du vieillissement. Mais elle n'a pas inversé la trajectoire.

Son effet sur la natalité reste réel mais limité dans le temps. À court terme, les populations immigrées contribuent à relever les indicateurs. Leur fécondité est plus élevée à l'arrivée, de 2,3 à 2,6 enfants par femme, et elles représentent près de 20 % des naissances. Cet écart produit un effet visible sur la moyenne nationale. Mais il n'est pas durable. En une à deux générations, les comportements reproductifs convergent vers ceux du pays d'accueil[1]. Les arbitrages en matière de famille, de travail ou de niveau de vie s'alignent progressivement. Le fonctionnement du modèle devient dépendant de la continuité des arrivées. Pour maintenir ses effets, il suppose un renouvellement migratoire régulier, génération après génération. L'équilibre ne repose pas sur le stock existant, mais sur un apport permanent.

Dans le même temps, les pays d'origine ajustent leurs stratégies. La perte de jeunes actifs qualifiés, de contribuables et de futurs parents devient pour eux un enjeu économique, social et démographique majeur. Ce qui était parfois toléré est de plus en plus perçu comme un affaiblissement durable. Certains développent donc des politiques de rétention : amélioration des salaires, aides au logement, soutien à l'emploi des diplômés, avantages fiscaux pour les jeunes ménages. D'autres encadrent davantage les départs dans les secteurs en tension, ou organisent des dispositifs attractifs de retour pour récupérer compétences, capitaux et expérience acquise à l'étranger. L'émigration n'est plus seulement subie, elle est de plus en plus arbitrée.

Cette logique de l'accueil se heurte aussi à une évolution plus large. La transition démographique n'est plus limitée aux pays développés. Elle s'étend à l'ensemble du monde. Les zones historiquement perçues comme des réservoirs de population restent jeunes, mais leur dynamique évolue rapidement. L'Afrique, avec un âge médian autour de 19 ans et une population appelée à atteindre près de 4 milliards d'habitants d'ici à la fin du siècle, concentre une part croissante des naissances[2]. Mais la baisse de la fécondité y est déjà engagée. Les projections ont été révisées à la baisse dans plusieurs pays, notamment au Nigeria, où les estimations à l'horizon 2100 ont été réduites de plusieurs centaines de millions d'habitants en quelques années[3]. Il n'existe plus

1. Julien Damon, *Les batailles de la natalité, op. cit.*
2. Maxime Sbaihi, *Les balançoires vides, op. cit.*
3. David Duhamel, *Un monde sans enfants, op. cit.*

de zone où la croissance démographique resterait durablement élevée. Le phénomène est global, avec simplement des décalages de calendrier.

En 2050, le modèle fonctionne, mais il repose sur une contrainte permanente. Dans ce contexte, l'immigration ne peut pas être pensée comme un levier durable de rééquilibrage démographique. Elle agit comme un amortisseur, qui décale les effets sans les absorber complètement.

SCÉNARIO 4

Le natalisme progressiste

La démographie et la natalité, devenues des enjeux globaux de société

En 2050, la France n'a ni accepté passivement la baisse de la natalité, ni cherché à y répondre par une simple politique fiscale. Elle a progressivement compris que la question démographique ne relevait ni d'un réflexe budgétaire, ni d'un débat moral, mais était un problème systémique touchant l'ensemble de l'organisation sociale.

Le point de départ de ce basculement est un paradoxe devenu central dans les années 2020. Le désir d'enfants demeurait élevé, alors même que la fécondité reculait rapidement. Le nombre moyen d'enfants souhaité restait autour de 2,27[1], bien au-dessus du niveau observé, de 1,68. Près de 38 % des ménages déclaraient avoir renoncé à l'enfant supplémentaire qu'ils auraient souhaité avoir[2]. À l'inverse, seulement 4 % des femmes et 6 % des hommes disaient ne pas vouloir d'enfants[3]. La question n'était donc pas d'abord celle d'un refus massif de la parentalité, mais d'un empêchement croissant.

Ce diagnostic a changé la nature du débat. La baisse des naissances n'est plus lue comme une évolution culturelle irréversible, mais comme le résultat d'obstacles accumulés : instabilité économique, coût du logement, retard des mises en couple, difficultés de garde, tensions professionnelles, inégalités domestiques, anxiété face à l'avenir, problèmes de fertilité, sentiment d'un futur dégradé…

La France découvre également que les réponses ciblées produisent des effets limités. Les aides financières ponctuelles soutiennent le pouvoir d'achat à court terme, mais ne transforment ni les trajectoires de vie, ni les conditions concrètes dans lesquelles se prend la décision d'avoir un enfant. Déjà en 2023, les Français ne citaient qu'à hauteur d'environ 10 % les avantages fiscaux liés aux enfants ou les prestations en espèces lorsqu'on leur demandait quelles aides il fallait privilégier pour mieux soutenir les familles[4]. Les politiques natalistes étroites montrent leurs limites partout où elles ont été testées. À partir de la fin des années 2020, une autre approche s'impose progressivement. Si le désir d'enfant existe encore, alors l'enjeu n'est pas de convaincre, mais de rendre possible. Il ne s'agit plus de payer les naissances, mais de lever les freins.

Cette évolution repose aussi sur un changement de rapport au temps. Les sociétés vieillissantes avaient tendance à privilégier le court terme, la protection immédiate et la gestion des urgences. La démographie rappelle brutalement qu'aucune nation ne se maintient durablement sans horizon de long terme. La question des générations futures revient au centre. La France crée alors de nouveaux instruments

1. Enquêtes de l'Union nationale des associations familiales en 2020 et en 2023 prolongeant les enquêtes Eurobaromètre de la Commission européenne depuis les années 2000.
2. « Le congé parental auprès des personnes ayant renoncé à avoir un ou d'autres enfants », enquête Ifop réalisée pour les Associations familiales catholiques (AFC), 2023.
3. Magali Mazuy et Charlotte Debest, « Rester sans enfant : un choix de vie à contre-courant », *Population & Sociétés*, n° 508, 2014, pp. 1-4.
4. Patricia Croutte et Sylvain Taboury, « Le regard des Français sur les politiques familiales et sociales de la CNAF », Crédoc, 2023.

institutionnels. Un Haut-Commissariat aux générations futures est chargé d'évaluer les politiques publiques à l'aune de leurs effets à vingt ou trente ans. Inspirée du modèle gallois, une loi de responsabilité intergénérationnelle impose progressivement que les grandes réformes intègrent leurs conséquences sur la natalité, le logement des jeunes, la transmission et la soutenabilité démographique.

Ce type de mesures soutient une évolution dans la société. Les années d'anxiété climatique, sanitaire et géopolitique avaient installé un doute profond sur l'avenir. Une partie de la jeunesse hésitait à avoir des enfants dans un monde perçu comme instable. Répondre à la natalité suppose alors aussi de rendre l'avenir de nouveau désirable.

La réponse holistique naît de cette conviction : une société fait moins d'enfants lorsqu'elle complique la vie, retarde les trajectoires et rend l'avenir opaque. Elle en fait davantage lorsqu'elle sécurise les parcours, mobilise pleinement la médecine et la science, réduit les coûts invisibles de la parentalité et redonne confiance dans le futur.

La France du natalisme progressiste

En 2050, les effets de la réponse holistique sont visibles dans l'ensemble de la vie quotidienne. La question démographique n'est plus traitée à part, dans un ministère ou une ligne budgétaire spécifiques. Elle a progressivement reconfiguré plusieurs champs centraux de l'action collective, notamment santé, travail, logement, égalité, urbanisme, lien social et rapport à l'avenir.

Médecine et science

La première rupture a consisté à traiter la fertilité comme un enjeu au cœur de la santé publique et non comme une difficulté privée. Les années 2020 avaient mis en lumière une hausse inquiétante de l'infertilité[1], liée au recul de l'âge des maternités[2], mais aussi à l'obésité, au tabac, à certaines expositions chimiques et à la chute de la qualité spermatique, dont la concentration avait diminué de plus de 50 % en moins de quarante ans[3].

En 2050, la prévention reproductive fait partie du parcours de santé ordinaire. Bilans de fertilité proposés à 25 puis 30 ans, information claire sur les effets de l'âge, dépistage précoce de certaines pathologies, accompagnement nutritionnel et environnemental : l'objectif est d'éliminer les découvertes tardives au moment du projet d'enfant. L'environnement de vie, de l'alimentation à la qualité de l'air en passant par l'exposition aux substances nocives, fait également l'objet d'une vigilance accrue, à l'échelle individuelle comme collective, afin de limiter les risques et de préserver la fertilité.

La procréation médicalement assistée (PMA) a changé d'échelle. Alors qu'elle concernait moins de 4% des naissances dans les années 2020[4], elle est devenue un pilier normalisé des parcours familiaux, notamment pour aider les couples moins jeunes à accomplir leur désir d'enfant. L'offre publique a été densifiée sur tout le territoire, mettant fin aux déserts de la fécondation in vitro, qui obligeaient auparavant à des déplacements coûteux ou au recours au privé lucratif. Les délais ont été fortement réduits grâce à la numérisation des parcours, à l'augmentation des capacités hospitalières et à l'investissement dans la recherche.

La conservation ovocytaire, longtemps marginale ou socialement connotée, est devenue un outil banal de sécurisation des trajectoires, intégré à une logique de

1. Aujourd'hui en France, un couple sur quatre souhaitant avoir des enfants ne parvient pas à obtenir une grossesse après douze mois de tentatives, selon le professeur Samir Hamamah et Salomé Berlioux. Voir Samir Hamamah et Salomé Berlioux, *Rapport sur les causes d'infertilité. Vers une stratégie nationale de lutte contre l'infertilité*, ministère de la Santé et des Sports, 2022.
2. Le risque d'infertilité passe d'un couple sur cinq à 30 ans à un sur trois à 35 ans, puis à un sur deux à 40 ans, selon David Duhamel, *Un monde sans enfants*, *op. cit.*
3. Marion Bothorel, « Infertilité : allons-nous pouvoir continuer de faire des enfants ? », *Le Monde*, 16 février 2023.
4. Agence de la biomédecine, *Rapport médical et scientifique 2023 – Assistance médicale à la procréation*, 2024.

liberté plutôt que de performance. Elle ne remplace pas la fertilité naturelle, mais réduit les effets les plus brutaux du calendrier biologique. Enfin, la périnatalité a également été reconstruite. La remontée de la mortalité infantile dans les années 2010-2020 et le manque de lits de néonatologie[1] avaient agi comme un électrochoc. La France a réinvesti dans les maternités, les soins néonataux, le suivi post-partum et la santé mentale parentale. Accueillir un enfant n'est plus perçu comme un moment administrativement lourd et médicalement sous tension, mais comme une étape fluide de soin sécurisé.

Politique de la natalité holistique

La seconde rupture a consisté à sortir de la logique du chèque ponctuel. Les pouvoirs publics ont progressivement compris qu'une prime ne modifie ni une trajectoire de couple, ni un arbitrage professionnel, ni la charge mentale quotidienne liée à l'arrivée d'un enfant.

En 2050, la politique familiale repose donc moins sur des coups de pouce dispersés que sur un environnement lisible et continu. Les ménages savent à quoi ils ont droit, quand et pour combien de temps, une prestation à l'enfant unique, automatique et progressive, remplaçant toute logique d'empilement d'aides, de conditions et de guichets. Et pour soutenir une natalité plus jeune, elle est désormais versée dès le premier enfant.

Le droit à la garde a constitué un tournant encore plus décisif. Les enquêtes montraient déjà qu'être certain d'obtenir une solution de garde figurait parmi les premiers leviers susceptibles d'encourager les naissances, bien avant de nombreuses aides financières[2]. En 2050, toute famille bénéficie d'une solution garantie dans un délai et un périmètre raisonnables : crèche publique, assistante maternelle, garde partagée, microcrèche ou structure coopérative locale.

Cette garantie a profondément transformé l'expérience du premier enfant. La question n'est plus de savoir s'il faudra suspendre sa carrière faute de place, bricoler des solutions coûteuses ou dépendre des grands-parents. La garde est devenue une infrastructure de base, au même titre que l'école. Les scandales des années 2020 liés aux violences physiques et sexuelles dans certaines structures privées de petite enfance ont profondément marqué l'opinion et accéléré cette transformation. Ils ont conduit à un durcissement massif des contrôles, à une standardisation accrue des pratiques et à une exigence beaucoup plus forte de qualité et de transparence dans l'accueil des jeunes enfants.

Le secteur a lui-même changé d'échelle. Les métiers de la petite enfance ont été revalorisés, professionnalisés, et sont mieux rémunérés. La France a compris qu'on ne peut vouloir davantage d'enfants tout en sous-payant celles et ceux qui permettent de les accueillir. Les collectivités locales participent pleinement à cette logique, car une grande partie de l'expérience réelle de la parentalité se joue à leur échelle. Ce sont souvent elles qui déterminent ce qui rend la vie familiale fluide ou épuisante : place en crèche, cantine, activités après l'école, déplacements avec enfants, accès aux soins ou complexité des démarches.

À partir des années 2030, la politique familiale s'est donc davantage territorialisée, avec des marges de manœuvre et des budgets accrus. En retour, les villes ont été évaluées non plus seulement sur leur attractivité économique, mais sur leur « compatibilité familiale » : délais de garde, accessibilité des écoles, coût du périscolaire, temps de transport, offre pédiatrique, qualité des espaces publics, simplicité administrative. Par exemple, les horaires municipaux ont été repensés selon les rythmes des parents actifs. Accueils périscolaires élargis, démarches en ligne, guichet unique famille, procédures simplifiées : une partie de la fatigue administrative parentale est devenue un sujet public.

1. Après des décennies de recul, la mortalité infantile est repartie à la hausse en France, passant de 3,5 ‰ en 2011 à 4,1 ‰ en 2024 (*Un enfant sur 250 meurt avant l'âge d'un an en France*, Insee, 2025). Dans le même temps, les maternités et les services de néonatologie ont connu des tensions de capacités et de personnel durables (*La politique de périnatalité. Des résultats sanitaires médiocres, une mobilisation à amplifier*, Cour des comptes, 2024).
2. Julien Damon, *Les batailles de la natalité, op. cit.*

Les transports locaux ont également évolué : tarifications familiales lisibles, trajets scolaires sécurisés, continuité poussette-bus-métro, meilleure desserte entre zones résidentielles, écoles et bassins d'emploi. Les équipements publics ont changé de rôle. Bibliothèques, centres sportifs, écoles ou maisons de quartier sont devenus des points d'appui pour les familles, proposant soutien scolaire, relais petite enfance, activités intergénérationnelles, accompagnement parental. Les territoires en déclin démographique ont utilisé cette logique comme levier d'attractivité. Certaines villes moyennes ont attiré de jeunes ménages avec un pack d'installation : logement prioritaire, place de garde garantie, scolarisation simplifiée, aide à la mobilité du conjoint.

Même s'il repose notamment sur une meilleure organisation et une allocation plus efficace des ressources, ce modèle est nécessairement plus coûteux que l'ancien. Il suppose des investissements durables dans la garde, les services locaux, les droits sociaux et l'accompagnement des familles. Mais ces dépenses sont mieux acceptées, car elles s'inscrivent dans un projet national lisible. Les citoyens en perçoivent les effets concrets et la politique familiale n'apparaît plus comme une dépense diffuse, mais comme un investissement visible dans la continuité du pays.

Les entreprises ont été pleinement intégrées à ce modèle. Le sujet familial n'est plus considéré comme extérieur au travail ou relevant uniquement de la sphère privée. Crèches mutualisées entre employeurs, reprise progressive après naissance, horaires adaptables, congés parentaux réellement utilisables, accompagnement à la fertilité ou à la parentalité : le marché du travail français est devenu structurellement compatible avec la vie familiale. Cette évolution a été particulièrement forte dans les secteurs qualifiés, où la parentalité féminine provoquait auparavant des décrochages de carrière, mais aussi dans les métiers plus contraints, où les horaires rendaient l'organisation familiale presque impossible. La norme managériale a changé : un salarié parent n'est plus perçu comme moins disponible, mais comme un collaborateur plus stable, que l'entreprise a intérêt à fidéliser.

Le fossé ancien entre salariés stables et précaires, souvent plus jeunes, a également été réduit. Les jeunes actifs accèdent plus tôt à des droits consolidés, à des revenus plus lisibles et à des trajectoires moins hachées. Le premier enfant n'est plus reporté de cinq ans en cinq ans dans l'attente d'une situation « suffisamment sûre ».

Femmes et égalité

La France a également tiré une leçon internationale devenue claire : les pays où la natalité chute le plus fortement sont souvent ceux où l'arrivée d'un enfant pèse le plus sur les femmes[1]. Le double discours traditionnel, qui valorise la maternité tout en lui imposant un coût professionnel massif, a progressivement été remis en cause. En 2050, la question n'est plus de demander aux femmes de choisir entre carrière et enfants, mais d'organiser une société où ce conflit recule nettement.

Le congé du second parent a été allongé et rendu en partie obligatoire, pour concrètement mieux répartir la charge parentale dès les premiers mois. Les interruptions de carrière sont devenues plus symétriques. Les entreprises publient les écarts de trajectoire post-naissance entre femmes et hommes, ce qui exerce une pression forte sur les pratiques internes. Le temps partiel parental, autrefois principalement féminin, est désormais massivement mixte. Les horaires scolaires, les rythmes de travail et certains temps sociaux ont été révisés pour mieux correspondre à une parentalité partagée.

Dans le même temps, la diversité des formes familiales a été pleinement reconnue. Familles recomposées, monoparentales, homoparentales, maternité solo à travers la PMA : la France n'a pas relancé la natalité en revenant à un modèle unique, mais en élargissant les chemins d'accès à la parentalité. Cette évolution a aussi changé la perception de la natalité. La maternité n'est plus présentée comme relevant d'abord des femmes et de leur seule responsabilité, mais comme un enjeu collectif.

1. *Panorama de la société 2024. Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, 2024.

Logement et infrastructures

Le logement était devenu l'un des premiers freins à la natalité[1]. Une part croissante des jeunes adultes vivaient plus longtemps chez leurs parents, reportaient la mise en couple ou consacraient une fraction excessive de leurs revenus au loyer. En 2050, la France a réorienté une partie de sa politique urbaine vers la question familiale. Dans les grandes métropoles, qui perdaient leurs classes moyennes avec enfants[2], des logements intermédiaires adaptés aux ménages ont été créés massivement. Les critères d'accès au logement social ont été revus pour redonner une priorité réelle aux jeunes foyers, et les attributions ont cessé d'être pensées comme des acquis à vie, afin de fluidifier les parcours résidentiels. Le parc neuf a changé de logique, pour être plus flexible et modulaire : appartements évolutifs, pièces transformables, espaces communs mutualisés, rangements pensés pour la vie familiale, immeubles dotés de services de proximité… Les villes se sont également adaptées aux enfants : écoles accessibles à pied, trottoirs continus, parcs de proximité, rues apaisées, transports pensés pour les poussettes, commerces essentiels maintenus. La ville performante a cédé du terrain à la ville réconciliée.

Dans les territoires moins tendus, la revitalisation passe souvent par l'accueil des jeunes ménages : foncier abordable, maisons convertibles, télétravail facilité, services publics maintenus. La natalité a aussi redonné un sens à certaines politiques d'aménagement.

Solitude

Un autre frein longtemps sous-estimé réside dans la fragmentation relationnelle. La montée du célibat durable, l'isolement urbain, la réduction de la vie intime et la difficulté croissante à former des couples stables pesaient silencieusement sur la démographie. En 2050, la solitude est devenue un enjeu public transversal qui concerne tous les âges de la vie, des jeunes adultes aux seniors vivant seuls. Les politiques publiques ont cherché à recréer des liens de sociabilité quotidienne et d'occasions de rencontre, notamment à l'échelle locale et intergénérationnelle, à travers des dispositifs efficaces mais non intrusifs.

Les villes ont lutté contre la privatisation croissante de l'espace public et multiplié les espaces et moments de sociabilité non marchands : tiers lieux, cafés civiques, activités intergénérationnelles, événements publics réguliers, habitats partagés. Une partie de la vie sociale a été rouverte hors des logiques purement mercantiles des plateformes numériques.

Le numérique lui-même a été régulé. Les plateformes relationnelles ont dû renforcer la transparence de leurs algorithmes et limiter certains mécanismes addictifs ou hypersélectifs qui accentuaient la polarisation des marchés amoureux. Les entreprises et les administrations ont aussi intégré l'enjeu de l'isolement, en favorisant la sociabilité réelle au travail plutôt que l'individualisation intégrale des parcours.

Société rassurante

En 2050, la France a compris qu'au-delà des freins matériels, la natalité dépend aussi du climat psychologique d'une société. On ne construit pas facilement une famille lorsque l'avenir paraît fermé, menaçant ou incertain. Les années 2020 avaient vu monter une angoisse diffuse face au futur. En 2023, 58 % des Français estimaient qu'il fallait réduire le nombre de naissances pour protéger la planète[58]. Parmi les 16-25 ans, 37 % déclaraient hésiter à avoir des enfants en raison du changement climatique, de la peur pour les générations futures ou du sentiment d'un monde instable[59], ce qui rendait la parentalité moins légitime.

La réponse n'a pas consisté à nier ces inquiétudes, mais à les traiter. La transition écologique est devenue plus concrète, plus lisible et plus crédible. Rénovation des logements, adaptation des villes aux chaleurs extrêmes, sécurisation énergétique, protection des ressources, planification territoriale :

1. Julien Damon, *Les batailles de la natalité*, *op. cit.*
2. *Le nouvel archipel démographique : un défi pour les maires*, Institut Montaigne, 2026.

l'écologie a cessé d'être un horizon abstrait ou culpabilisant pour devenir une capacité collective d'action.

La santé mentale a constitué un second chantier majeur. Après la hausse des consultations psychiatriques chez les jeunes à la suite de la pandémie de Covid-19, la France a investi dans la prévention, l'accès aux soins psychologiques, la lutte contre l'isolement et l'accompagnement lors des périodes de fragilité. Le mal-être générationnel n'est plus traité comme un sujet périphérique.

Mais l'inflexion décisive a sans doute été le changement de mentalité. La société a redonné une place aux enfants et aux générations futures dans ses arbitrages. Les grandes réformes sont désormais évaluées à l'aune de leurs effets à long terme. Urbanisme, dette publique, école, climat, santé : la question n'est plus seulement ce qui protège aujourd'hui, mais ce qui prépare les générations suivantes. Les enfants sont redevenus visibles dans l'espace public et légitimes dans le débat collectif. Ils ne représentent plus une contrainte supplémentaire dans un monde saturé, mais une raison d'améliorer ce monde.

Conclusion

Refaire de la démographie un projet collectif

La démographie a longtemps été traitée en France comme un sujet secondaire, technique ou trop intime pour relever d'un véritable projet collectif. Elle revenait dans le débat public par à-coups, en réaction à un chiffre inquiétant, à un record de baisse des naissances ou à une projection alarmante, avant de disparaître à nouveau derrière des urgences jugées plus immédiates. Cette époque s'achève. Les dynamiques désormais engagées montrent que la démographie n'est pas un sujet parmi d'autres. Elle conditionne la plupart des grands équilibres du pays : travail, protection sociale, finances publiques, logement, école, aménagement du territoire, place des générations, cohésion nationale…

Les quatre scénarios de cette étude ne décrivent pas des futurs certains. Ils mettent en lumière des logiques déjà à l'œuvre, poussées jusqu'à leurs conséquences. Chacun recèle une part de vérité. Chacun éclaire une tentation française possible.

Le scénario du *vieillissement assumé* rappelle qu'une société peut s'adapter au déclin sans s'effondrer, mais au prix d'un basculement silencieux vers la gestion du vieillissement, la raréfaction de la jeunesse et une forme de résignation. Le scénario du *familialisme exacerbé* montre qu'une mobilisation puissante est possible, centrée sur la famille et l'enfant, mais que, malgré des investissements élevés, les réponses étroites ne suffisent pas toujours à transformer les comportements intimes et peuvent rapidement produire de nouvelles tensions et marginalisations. Le scénario de *l'ouverture active* souligne qu'aucun pays développé ne pourra ignorer durablement le levier migratoire, tout en rappelant que celui-ci ne sera pas une solution à la totalité des enjeux de long terme, et qu'il alimentera d'autres questionnements et clivages quant à l'intégration. Le scénario du *natalisme progressiste*, enfin, suggère que les sociétés qui réussiront seront peut-être celles qui traiteront la natalité non comme un slogan, mais comme le produit d'un environnement globalement favorable à la vie familiale.

Aucun de ces scénarios ne constitue une prédiction ou à lui seul une solution miracle, même si le plus pertinent et bénéfique serait le dernier. La réalité française de 2050 sera probablement hybride, faite de compromis, de corrections successives et d'éléments empruntés à plusieurs trajectoires. C'est précisément l'intérêt de la prospective : il s'agit non pas d'annoncer l'avenir, mais de clarifier les options, de rendre visibles les arbitrages et de redonner de la liberté face à ce qui semblait écrit d'avance.

Le principal risque serait de s'en remettre à l'inaction au nom d'un faux réalisme démographique. À force de commenter courbes, seuils et projections, le débat installe l'idée que tout serait déjà joué et qu'il ne resterait qu'à s'adapter. Cette lecture confond inertie et fatalité. La démographie n'est pas qu'une affaire de tableaux statistiques. Derrière un taux de fécondité, il y a des couples qui reportent un projet, des jeunes bloqués face au logement, des arbitrages impossibles, des solitudes qui s'installent, des territoires où l'école ferme et les solutions de garde manquent. Réduire ces enjeux à des décimales revient à invisibiliser le réel. Traiter ces questions comme de simples tendances naturelles conduit souvent à ne rien faire, puis à découvrir trop tard que les conséquences, elles, sont concrètes : pénuries de main-d'œuvre, vieillissement accéléré, tensions territoriales, comptes sociaux fragilisés, déclassement générationnel. Ce qui paraît abstrait dans les chiffres redevient toujours très réel dans la vie quotidienne.

Ce sujet oblige aussi à réintroduire le temps long dans la décision publique. Les démocraties contemporaines excellent souvent à gérer l'urgence, beaucoup moins à préparer l'horizon. Or la démographie sanctionne précisément ce défaut. Les décisions prises aujourd'hui produiront leurs effets dans vingt, trente ou cinquante ans. Refuser d'agir maintenant, c'est souvent choisir sans le dire la France de demain. Il faudra donc sortir des oppositions stériles entre natalisme et liberté, entre immigration et identité, entre individuel et collectif. Une politique démographique mature ne dicte pas les vies privées. Elle cherche à lever les empêchements, à ouvrir des possibles, à mieux répartir les charges et à rendre l'avenir moins anxiogène.

La France dispose encore d'atouts considérables : une tradition familiale ancienne, un modèle social puissant, une capacité d'innovation publique, une attractivité réelle, un désir d'enfants qui demeure supérieur à la fécondité observée. Rien n'est perdu, mais rien n'est automatique. Le défi des prochaines décennies sera donc moins de relancer des courbes que de reconstruire la confiance. De donner à une génération le sentiment qu'elle peut aimer, transmettre, habiter, travailler et se projeter sans que chaque étape devienne un obstacle. De rendre aux enfants une place concrète et symbolique dans l'espace collectif. De refaire de l'avenir autre chose qu'une menace.

La démographie n'est pas seulement une affaire de nombres. Elle mesure la capacité d'un pays à croire encore en lui-même. Et c'est peut-être là, plus que dans tous les indicateurs, que se jouera la France de 2050.

Table des matières

01 Avant-propos

02 Natalité, cet enjeu du siècle que l'on refuse de voir

05 Scénario 1 – Le vieillissement assumé

11 Scénario 2 – Le familialisme exacerbé

16 Scénario 3 – L'ouverture active

22 Scénario 4 – Le natalisme progressiste

28 Conclusion
Refaire de la démographie un projet collectif

Le visuel de la couverture a été généré par ChatGPT.

Reconnue d'utilité publique dès sa création, **la Fondation Jean-Jaurès** est la première des fondations politiques françaises. Elle est présidée par **Jean-Marc Ayrault**.

Indépendante, européenne et sociale-démocrate, elle se veut depuis plus de trente ans un lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation.

La collection des « Rapports », dirigée par **Laurent Cohen** et **Jérémie Peltier**, répond à l'ambition de faire naître analyses pertinentes et propositions audacieuses, mais aussi de mettre cette production intellectuelle et politique au service de tous.

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes – 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
SEPTEMBRE 2026

POUR FAIRE VIVRE LE DÉBAT,

SOUTENEZ-NOUS !

Pour poursuivre ses missions d'intérêt général, la Fondation Jean-Jaurès a besoin de votre soutien.

Reconnue d'utilité publique depuis sa création en 1992, elle peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

VOUS ÊTES **UN PARTICULIER**

Les dons des particuliers bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable, ou de 75 % de vos dons versés au titre de l'IFI dans la limite de 50 000 euros (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

Par exemple, un don de 100 € revient à 34 € pour un particulier imposable.

VOUS ÊTES **UNE ENTREPRISE**

Les dons des personnes morales de droit privé assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 0,5 ‰ du chiffre d'affaires (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre participation aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

COMMENT FAIRE UN LEGS ?

Avec la disposition testamentaire du legs, vous pouvez transmettre tout ou partie de votre patrimoine à la Fondation Jean-Jaurès.
Il faut rédiger un testament et le faire authentifier par un notaire. Tout ou partie des biens peuvent être légués, quels qu'ils soient (somme d'argent, titres, œuvres d'art, immeubles…).
Il faut respecter la règle de la quotité disponible s'il y a des héritiers, ou, à défaut d'enfants, le conjoint a une réserve d'un quart du patrimoine ; si ce n'est pas le cas, les biens peuvent être légués en totalité.

Contact : **Laurent Cohen, + 33 (0)1 40 23 24 19 / dons@jean-jaures.org**

BULLETIN DE SOUTIEN

Fondation Jean Jaurès

Mon soutien à la Fondation Jean-Jaurès

☐ 20 euros ☐ 50 euros ☐ 100 euros ☐ 200 euros

☐ 500 euros ☐ 1 000 euros ☐ Autre montant _____ euros

Je choisis de faire un don :

☐ à titre personnel

☐ au titre de la société suivante :

Destinataire du reçu fiscal : _____

_____

N° _____ Rue _____

_____

_____

Code postal _____ Ville _____

☐ Par chèque, à l'ordre de la **Fondation Jean-Jaurès**
À renvoyer à : Fondation Jean-Jaurès, 12 Cité Malesherbes, 75009 Paris

☐ Par virement bancaire, daté du : _____
au profit du compte Fondation Jean-Jaurès
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0154 2120
862 BIC : CCOPFRPPXXX

☐ Sur HelloAsso

Derniers rapports et études :

07_2026 : Corps et réseaux sociaux. La fabrique ordinaire du mal-être
Sophie Ferreira, Benoît Heilbrunn

07_2026 : Souvenirs pour demain. De l'exercice de l'opposition à l'exercice du pouvoir
Boris Vallaud

07_2026 : Partager les terres. De l'impératif climatique à la justice foncière
Jean Guiony

07_2026 : Jordan Bardella, des failles sous la banquise. Une exploration des faiblesses perçues par son propre électorat
Raphaël LLorca

06_2026 : Discriminations, relégations : regards croisés des milieux ruraux et des quartiers populaires
Mathieu Alapetite, Bassem Asseh, Romain Bendavid, Réda Didi, Jean-Philippe Dubrulle, Ronan Gouhénant, Smaïn Laacher, Jean-Daniel Lévy, Laure Millet, Jérémie Peltier

06_2026 : Dans la France du vélo à assistance électrique
Mathieu Alapetite

06_2026 : Actes anti-LGBTI+ en France : nommer, qualifier et mesurer pour agir
Flora Bolter (coord.)

06_2026 : La passion militante. Participation civique, investissement associatif, implication professionnelle
Denis Maillard, Yves Pellicier

06_2026 : Au cœur des centres commerciaux. Enquête sociologique
Mirabelle Barbier, Marie Cheval, Jérôme Fourquet, Gaspard Jaboulay, Coline Sesini

05_2026 : Pétition contre la loi Duplomb. Anatomie d'une mobilisation citoyenne
Amandine Clavaud, Marie Gariazzo

fondationjeanjaures
@j_jaures
fondation-jean-jaures
www.youtube.com/c/FondationJeanJaures
fondationjeanjaures
fondationjeanjaures
fondationjjaures.bsky.social
bit.ly/4g6UANC

Abonnez-vous !

www.jean-jaures.org

Fondation Jean Jaurès ÉDITIONS